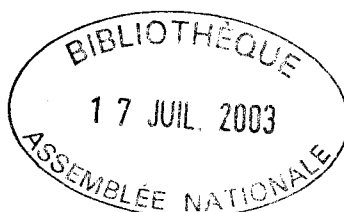


T76E65
E88
2003/04
QL
P. gouv.

ÉTUDE DES CRÉDITS

2003-2004

**Demande de renseignements
de l'Opposition officielle**



ÉTUDE DES CRÉDITS

2003-2004

Demande de renseignements généraux



COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

TABLE DES MATIÈRES

1.	Comparaison des crédits entre le 11 mars 2003 et ceux proposés par le nouveau gouvernement.....	1
2.	Organigramme.....	2
3.	Liste des publications.....	4
4.	Liste des voyages hors Québec depuis le 1 ^{er} avril 2002.....	5
5.	Liste des dépenses en publicité (incluant sur Internet) et des articles promotionnels.....	6
6.	Liste des sondages et groupes de discussions effectués à la demande du ministère.....	7
7.	Liste des études commandées, à l'extérieur ou à l'intérieur, durant l'exercice financier 2002-2003.....	8
8.	Contrats de moins de 25 000\$ octroyés en 2002-2003.....	9
9.	Dépenses de photocopie, de téléphonie cellulaire, de téléavertisseurs, de mobilier de bureau, distributeurs d'eau de source, de frais de transport, de frais d'hébergement, de frais de repas, de participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement.....	21
10.	Nombre et répartition par tranches d'âges, du personnel masculin, du personnel féminin, du personnel handicapé, des communautés culturelles, des anglophones et des autochtones pour chaque catégorie pour l'exercice financier 2002-2003 et les prévisions pour 2004-2005 et 2005-2006.....	22
11.	À chacun des mois du dernier exercice budgétaire 2002-2003, pour chaque ministère et organisme et ce, par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc) : a) nombre total de jours de maladie pris par le personnel b) nombre total d'heures de travail supplémentaires réalisées par le personnel et répartition de la rémunération de ces heures supplémentaires (argent, vacances, etc) c) nombre total de jours de vacances pris par le personnel.....	23
12.	Évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvrier et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail.....	24
13.	Liste des baux pour les espaces loués de la SIQ.....	25
14.	Mis à part la SIQ, la liste des firmes qui louent des espaces.....	26
15A	Liste du personnel du Cabinet du ministre.....	27
15B	Montant détaillé des salaires, des honoraires et des contrats donnés par le Cabinet depuis le 29 avril 2003.....	28
15C	Nombre total d'employés au Cabinet du ministre.....	28

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

TABLE DES MATIÈRES

15D	Le nom des employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la fonction occupée.....	28
16.	Budget discrétionnaire.....	29
17.	Ventilation détaillée des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral en 2002-2003.....	30
18.	Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi.....	31
19.	Liste du personnel hors structure par catégories d'emploi rémunéré par le ministère ou l'organisme qui n'occupe aucun poste dans cet organisme.....	32
20.	Liste du personnel rémunéré par le ministère ou l'organisme et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres.....	33
21.	Liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère ou à l'organisme.....	34
22.	Liste du personnel par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) recevant une double rémunération.....	35
23.	Liste détaillée du matériel informatique.....	36
24.	Évolution de la masse salariale de chaque Cabinet ministériel depuis 1989 jusqu'au 21 mai 2003.....	38
25.	Liste de tous les abonnements de l'organisme et le coût.....	39
26.	Site Internet.....	40
27.	Programmes spécifiques offerts aux jeunes (15-35 ans), le nombre de participants, le coût de la mesure, du service ou du programme.....	41
28.	Lors de mission à l'étranger.....	42
29.	État d'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale.....	43
30.	Dépenses effectuées en 2002-2003 par le ministère ou l'organisme dans les technologies de l'information.....	44

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

1. COMPARAISON DES CRÉDITS ENTRE LE 11 MARS 2003 ET CEUX PROPOSÉS PAR LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

Comparaison pour chaque ministère et chaque organisme, par poste budgétaire, entre les crédits déposés à l'Assemblée nationale le 11 mars 2003 et ceux proposés par le nouveau gouvernement pour l'exercice budgétaire 2003-2004.

Cette comparaison ne peut se faire puisque les crédits déposés à l'Assemblée nationale, le 11 mars 2003, n'ont pas été adoptés par celle-ci.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

2. ORGANIGRAMME.

Organigramme du ministère ou de l'organisme en indiquant pour chaque poste le nom, le titre du titulaire ainsi que le numéro de téléphone.

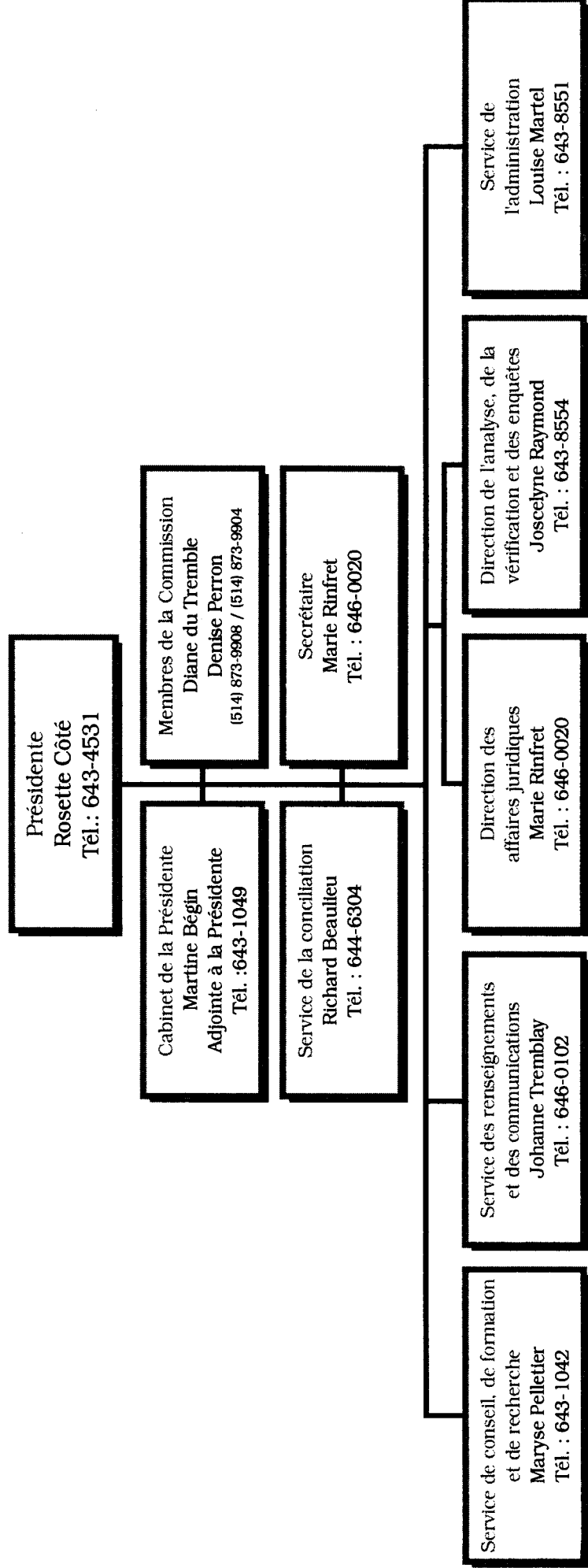
**L'ORGANIGRAMME
EST PRÉSENTÉ À LA PAGE SUIVANTE**

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

2. ORGANIGRAMME.



COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

3. LISTE DES PUBLICATIONS.

Liste de toutes les publications du ministère ou de l'organisme (incluant les publications régulières, particulières ou occasionnelles) :				
<ul style="list-style-type: none"> - tirage; - coût; - distribution; - imprimeur. 				
TITRE	TIRAGE	COÛT	DISTRIBUTION	IMPRIMEUR
Commission de l'équité salariale - Rapport annuel de gestion 2001-2002	400	1 650 \$	119	Ose Design
Notre engagement à offrir des services de qualité aux citoyennes et aux citoyens du Québec (dépliant)	5 000	713 \$	1 303	CopieXpress
Info-Équité - L'entreprise en quelques mots...	1 000	186 \$	1 030	Imprimerie Héon & Nadeau Ltée
Rapport du ministre du Travail sur la mise en oeuvre de la Loi sur l'équité salariale dans les entreprises de 10 à 49 personnes salariées – L'équité salariale, un poids une mesure	450	1 706,48	310	CopieXpress
Vidéocassette version anglaise (formation)	25	177,50 \$	Nombre de prêts: 13	Technicolors Services créatifs Canada
Info-Equité – Comment lire l'affichage sur l'équité salariale	15 000	2 940 \$	1 158	Imprimerie Héon & Nadeau
Info-Equité – Déterminer le nombre de personnes salariées	2 000	380 \$	1 645	Imprimerie Héon & Nadeau
Reprographie de divers documents d'information déjà produits	3 900	2 720,60	6 908	Centre de reprographie
	TOTAL	10 473,58 \$		

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

4. LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2002.

ENDROIT ET DATE	BUT DU VOYAGE	PERSONNES RENCONTRÉES	COÛT	NOM	BILAN ET RÉSULTAT
		S/O			

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

5. LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT SUR INTERNET) ET DES ARTICLES PROMOTIONNELS.

Liste des dépenses en publicité (incluant sur Internet) et des articles promotionnels :	
<ul style="list-style-type: none"> - les sommes dépensées pour l'exercice financier 2002-2003 et les prévisions pour 2003-2004; - les noms des fournisseurs; - le but visé par chaque dépense. 	
TOTAL DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ	COÛT
DÉPENSES EN 2002-2003	
TOTAL	16 104 \$
DÉPENSES PRÉVUES EN 2003-2004	
TOTAL	345 000 \$

TITRE DU PROJET	COÛT	BUT VISÉ	FOURNISSEUR
Promotion de la Loi et des services de la Commission	2 304 \$	Quotidien	Le Devoir
Idem	1 900 \$	Revue	Gazette des femmes
Idem	1 900 \$	Revue	Gazette des femmes
Idem	10 000 \$	Quotidiens	Quotidiens GESCA
TOTAL	16 104\$		

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

6. LISTE DES SONDAGES ET GROUPES DE DISCUSSIONS EFFECTUÉS À LA DEMANDE DU MINISTÈRE.

Liste des sondages et groupes de discussions effectués durant l'exercice financier 2002-2003 à la demande des ministères, organismes, sociétés, régies et commissions qui s'y rattachent :

- liste et coût;
- copie des soumissions;
- copie du questionnaire et du résultat;
- firme ayant obtenu le contrat.

SONDAGE

- Léger Marketing Inc.
Sondage sur l'état de l'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale dans les entreprises de 10 à 49 personnes salariées
 - Volet 1- Situation des travailleuses
 - Volet 2- Situation des entreprises
 - Rapport d'étude qualitative

Coût : 109 700 \$

GROUPES DE DISCUSSIONS

- Atelier de préparation à l'emploi
Groupes de lecture pour publication de documents externes

Coût : 1 046 \$

Total : 110 746 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

7. LISTE DES ÉTUDES COMMANDÉES, À L'EXTÉRIEUR OU À L'INTÉRIEUR, DURANT L'EXERCICE FINANCIER 2002-2003.

Liste des études commandées, à l'extérieur ou à l'intérieur, durant l'exercice financier 2002-2003 à la demande du ministère ou de l'organisme :		
<ul style="list-style-type: none">- liste et coût;- copie des soumissions;- copie des études;- firme ou individu ayant obtenu le mandat;- copie du contrat.		
Institut de la statistique du Québec	Expertise et services-conseils relatifs au projet de modifications législatives visant les entreprises sans comparateur masculin.	13 400 \$
	Total	13 400 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

8A. CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2002-2003

CONTRATS RELIÉS À L'ADMINISTRATION						
2° : CONTRATS CONCLUS DE GRÉ À GRÉ						
NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT ▪ fournisseur (au sens du règlement) ▪ OSBL ▪ organisme public ou parapublic ▪ autre (préciser)	NATURE DU CONTRAT (cocher ✓)				OBJET DU CONTRAT
		Approuv-	Construction	Services auxiliaires	Services Professionnels	
École nationale d'administration publique (ENAP)	Organisme public ou parapublic				✓	Concours pour le recrutement d'un cadre
Le Groupe Renaud	Fournisseur (au sens du règlement)				✓	Fournir des services professionnels dans le cadre du programme d'aide aux employés (Contrat donné en 2002-2001 et réparti sur 3 ans. Montant total : 17 100 \$)
École nationale d'administration publique (ENAP)	Organisme public ou parapublic				✓	Gestion des interfaces (formation)
École nationale d'administration publique (ENAP)	Organisme public ou parapublic				✓	Gestion des changements organisationnels (formation)
Berlemar inc.	Fournisseur (au sens du règlement)				✓	Proposer une structure de fonctionnement pour la Direction des enquêtes.
Joseph Clermont inc.	Fournisseur (au sens du règlement)			✓		Fournir des chemises à onglets selon certains critères.
CBCI Telecom. com	Fournisseur (au sens du règlement)	✓				Fournir des équipements de télécommunication.
						5 075 \$
						5 700 \$
						3 300 \$
						3 549 \$
						24 900 \$
						1 194 \$
						1 298 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

8A. CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2002-2003

11 /

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

8B. CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2002-2003

CONTRATS RELIÉS AUX COMMUNICATIONS					
1° : CONTRATS CONCLUS PAR APPEL D'OFFRES					
NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT ▪ fournisseur (au sens du règlement) ▪ OSBL ▪ organisme public ou parapublic ▪ autre (préciser)	NATURE DU CONTRAT (cocher ✓)			
		Approvi- sionnement	Construc- tion	Services auxiliaires	Services professionnels
				AUCUN	

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

8B. CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2002-2003

CONTRATS RELIÉS AUX COMMUNICATIONS					
2° : CONTRATS CONCLUS DE GRÉ À GRÉ					
NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT ▪ fournisseur (au sens du règlement) ▪ OSBL ▪ organisme public ou parapublic ▪ autre (préciser)	NATURE DU CONTRAT (cocher ✓)			
		Approuv- sionnement	Construc- tion	Services auxiliaires	Services professionnels
Ose Design inc.	Fournisseur				✓
Ose Design inc.	Fournisseur				✓
Ose Design inc.	Fournisseur				✓
Ose Design inc.	Fournisseur				✓
Optimum relations publiques (Cossette Communications inc.)	Fournisseur			✓	
Néomédia	Fournisseur			✓	

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS DE L'OPPOSITION OFFICIELLE

8B. CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2002-2003

CONTRATS RELIÉS AUX COMMUNICATIONS						
2° : CONTRATS CONCLUS DE GRÉ À GRÉ						
NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT ▪ fournisseur (au sens du règlement) ▪ OSBL ▪ organisme public ou parapublic ▪ autre (préciser)	NATURE DU CONTRAT (cocher ✓)				OBJET DU CONTRAT
		Approuv-	Construction	Services auxiliaires	Services professionnels	
Parlimage C.C.F. inc.	Fournisseur			✓		Analyse de stratégie de communication 4 952 \$
Atelier TAQ inc.	Fournisseur			✓		Exécuter divers travaux d'assemblage, pliage, insertion et expédition de documents 4 856 \$
J.B. Deschamps inc.	Fournisseur			✓		Exécuter divers travaux d'impression 7 877 \$
Cossette Communications inc.	Fournisseur			✓		Fournir des services de développement d'un slogan et de publicité 16 000 \$
Néomédia	Fournisseur			✓		Étape de conception du site internet de la Commission 5 080 \$
						Total 131 765 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

8C. CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2002-2003

CONTRATS RELIÉS À L'INFORMATIQUE							
1° : CONTRATS CONCLUS PAR APPEL D'OFFRES							
NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT ▪ fournisseur (au sens du règlement) ▪ OSBL ▪ organisme public ou parapublic ▪ autre (préciser)	NATURE DU CONTRAT (cocher ✓)				OBJET DU CONTRAT	MONTANT
		Approvisionnement	Construction	Services auxiliaires	Services professionnels		
Informatique EBR inc. (offre permanente 010155)	Fournisseur (au sens du règlement)	✓				Fournir différents équipements informatiques (imprimantes, moniteurs).	12 949 \$
Les ordinateurs Prosys Tec inc. (offre permanente 010149)	Fournisseur (au sens du règlement)	✓				Fournir différents équipements informatiques (moniteurs, ordinateurs).	5 970 \$
DELL (offre permanente 010149)	Fournisseur (au sens du règlement)	✓				Fournir des ordinateurs portables Latitude C840	8 585 \$
						Total	27 504 \$

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

8C. CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2002-2003

CONTRATS RELIÉS À L'INFORMATIQUE							
2° : CONTRATS CONCLUS DE GRÉ À GRÉ							
NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT ▪ fournisseur (au sens du règlement) ▪ OSBL ▪ organisme public ou parapublic ▪ autre (préciser)	NATURE DU CONTRAT (cocher ✓)				OBJET DU CONTRAT	MONTANT
		Approuv-	Construction	Services auxiliaires	Services Professionnels		
Groupe SDI	Fournisseur (au sens du règlement)				✓	Fournir des services afin de procéder à des ajouts ou modifications aux systèmes informatiques développés avec Access, assister le personnel affecté aux systèmes informatiques, assurer la relève de ce personnel et exécuter divers travaux connexes.	24 900 \$
3-SOFT	Fournisseur (au sens du règlement)	✓				Fournir différents équipements informatiques (logiciels)	1 390 \$
Direction générale des services informatiques gouvernementaux (DGSIG)	Fournisseur (au sens du règlement)				✓	Fournir des services d'accès et de connectivité informatique	1 802 \$
Direction générale des services informatiques gouvernementaux (DGSIG)	Fournisseur (au sens du règlement)				✓	Participer à la réalisation du mandat «Système de suivi des dossiers»	9 240 \$
						Total	37 355 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

8D. CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2002-2003

CONTRATS RELIÉS AUX RELATIONS DE TRAVAIL (RELIÉS À LA MISSION)					
1° : CONTRATS CONCLUS PAR APPEL D'OFFRES					
NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT <ul style="list-style-type: none">▪ fournisseur (au sens du règlement)▪ OSBL▪ organisme public ou parapublic▪ autre (préciser)	NATURE DU CONTRAT (cocher ✓)			
		Approuv-	Construction	Services auxiliaires	Services professionnels
					AUCUN

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

CONTRATS RELIÉS AUX RELATIONS DE TRAVAIL (RELIÉS À LA MISSION)							
2° : CONTRATS CONCLUS DE GRÉ À GRÉ							
NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT <ul style="list-style-type: none"> ▪ fournisseur (au sens du règlement) ▪ OSBL ▪ organisme public ou parapublic ▪ autre (préciser) 	NATURE DU CONTRAT (cocher ✓)				OBJET DU CONTRAT	MONTANT
		Approuv-	Construction	Services auxiliaires	Services professionnels		
Atelier de préparation à l'emploi (A.P.E.) inc.	Fournisseur (au sens du règlement)				✓	Comités de lecture sur les publications de la Commission	1 046 \$
Curzi & Associés	Fournisseur (au sens du règlement)				✓	Fournir des services de consultant en conciliation dans le cadre de l'application de la <i>Loi sur l'équité salariale</i>	24 900 \$
Malette Senc.	Fournisseur (au sens du règlement)				✓	Fournir des services conseils en matière de planification stratégique	24 500 \$
Gestion-conseil Loran inc.	Fournisseur (au sens du règlement)				✓	Effectuer une simulation auprès d'entreprises ciblées afin de tester l'application concrète de la méthodologie dans les cas où il y a absence de comparateurs masculins	6 500 \$
Gestion-conseil Loran inc.	Fournisseur (au sens du règlement)				✓	Fournir des services d'expert et de soutien à la rédaction au sein d'un comité d'experts dans le cadre d'un projet de modification législative visant les entreprises sans comparateur masculin	24 900 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

8D. CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2002-2003

CONTRATS RELIÉS AUX RELATIONS DE TRAVAIL (RELIÉS À LA MISSION)							
2° : CONTRATS CONCLUS DE GRÉ À GRÉ							
NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT ▪ fournisseur (au sens du règlement) ▪ OSBL ▪ organisme public ou parapublic ▪ autre (préciser)	NATURE DU CONTRAT (cocher ✓)				OBJET DU CONTRAT	MONTANT
		Approuv-	Construction	Services auxiliaires	Services professionnels		
Jacques Mercier	Fournisseur (au sens du règlement)				✓	Fournir des services-conseils au sein d'un comité d'experts dans le cadre d'un projet de modification législative visant les entreprises sans comparateur masculin	10 000 \$
Madeleine Lemieux (Paradis-Lemieux, avocats)	Fournisseur (au sens du règlement)				✓	Fournir des services de formation en rédaction de décisions aux membres et à la secrétaire de la Commission	2 400 \$
FDO Axion	Fournisseur (au sens du règlement)				✓	Concevoir une formation sur les biais sexistes	15 183 \$
Berlema inc.	Fournisseur (au sens du règlement)				✓	Fournir des services de formation aux enquêteurs de la Commission	24 900 \$
Berlemarc inc.	Fournisseur (au sens du règlement)				✓	Fournir des services de formation au nouveau personnel des enquêtes	7 675 \$
Danièle Blain (Passez Go Communications)	Fournisseur (au sens du règlement)				✓	Fournir des services spécialisés de rédaction reliés à la production d'un rapport sur la mise en œuvre de la <i>Loi sur l'équité salariale</i> dans les entreprises de 10 à 49 employés	24 743 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

8D. CONTRATS DE MOINS DE 25 000 \$ OCTROYÉS EN 2002-2003

CONTRATS RELIÉS AUX RELATIONS DE TRAVAIL (RELIÉS À LA MISSION)					
2° : CONTRATS CONCLUS DE GRÉ À GRÉ					
NOM DU CONTRACTANT	TYPE DE CONTRACTANT <ul style="list-style-type: none">fournisseur (au sens du règlement)OSBLorganisme public ou parapublicautre (préciser)	NATURE DU CONTRAT (cocher ✓)			
		Approuvé	Construction	Services auxiliaires	Services professionnels
Serge Perreault	Fournisseur (au sens du règlement)				✓
					Fournir des services en vue de produire un logiciel visant à aider les entreprises de 50 salariés et moins à réaliser l'équité salariale
					22 000 \$
					Total
					188 747 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

9. DÉPENSES DE PHOTOCOPIE, DE TÉLÉPHONIE CELLULAIRE, DE TÉLÉAVERTISSEURS, DE MOBILIER DE BUREAU, DISTRIBUTEURS D'EAU DE SOURCE, DE FRAIS DE TRANSPORT, DE FRAIS D'HÉBERGEMENT, DE FRAIS DE REPAS, DE PARTICIPATION À DES CONGRÈS, DES COLLOQUES ET TOUTES SESSIONS DE TYPE PERFECTIONNEMENT OU RESSOURCEMENT.

Le montant, pour l'année 2002-2003, de chacune des dépenses suivantes :	
<ul style="list-style-type: none"> - la photocopie; - la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation; - les téléavertisseurs; - le mobilier de bureau; - les distributeurs d'eau de source; - le remboursement des frais de transport; - le remboursement des frais d'hébergement; - le remboursement des frais de repas; - l'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement : a) au Québec b) à l'extérieur du Québec. 	
- La photocopie	12 805 \$
- La télécopie (fax), la téléphonie cellulaire et coût d'utilisation	6 025 \$
- Les téléavertisseurs	0 \$
- Le mobilier de bureau	39 708 \$
- Les distributeurs d'eau de source	1 022 \$
- Le remboursement des frais de transport (train, autobus, voitures)	32 557 \$
- Le remboursement des frais d'hébergement	13 523 \$
- Le remboursement des frais de repas	32 340 \$
- Le ressourcement ou préparation à la retraite	0 \$
- L'ensemble des dépenses applicables à la participation à des congrès, des colloques et toutes sessions de type perfectionnement ou ressourcement :	
a) Au Québec	72 022 \$
b) À l'extérieur du Québec	0 \$
<div style="text-align: right;">Total :</div>	
210 002 \$	

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

10. NOMBRE ET RÉPARTITION, PAR TRANCHES D'ÂGE, DU PERSONNEL MASCULIN, DU PERSONNEL FÉMININ, DU PERSONNEL HANDICAPÉ, DES COMMUNAUTÉS CULTURELLES, DES ANGLOPHONES ET DES AUTOCHTONES POUR CHAQUE CATÉGORIE POUR L'EXERCICE FINANCIER 2002-2003 ET LES PRÉVISIONS POUR 2004-2005 et 2005-2006.

TRANCHES D'ÂGE :

2002-2003

DESCRIPTION D'EMPLOI	PERSONNEL MASCULIN		PERSONNEL FÉMININ		PERSONNEL HANDICAPÉ		ANGLOPHONES		AUTOCHTONES		COMMUNAUTÉS CULTURELLES	
	ETC	%	ETC	%	ETC	%	ETC	%	ETC	%	ETC	%
Hors-cadres -35 ans +35 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	-	-	3	5	-	-	-	-	-	-	-	-
Cadres -35 ans +35 ans	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
	1	1,7	2	3,3	-	-	-	-	-	-	-	-
Professionnels -35 ans +35ans	3	5	5	8,3	-	-	-	-	-	-	-	-
	11	18,3	16	26,7	-	-	-	-	-	-	1	1,7
PBTA -35 ans +35 ans	-	-	2	3,3	-	-	-	-	-	-	-	-
(personnel de bureau, techniciens ou assimilés)	4	6,7	13	21,6	-	-	1	1,7	-	-	-	-
TOTAL	19	31,6	41	68,3	-	-	1	1,7	-	-	1	1,7

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DE CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

11. À CHACUN DES MOIS DU DERNIER EXERCICE BUDGÉTAIRE 2002-2003, POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME ET CE, PAR CATÉGORIES D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.): A) NOMBRE TOTAL DE JOURS DE MALADIE PRIS PAR LE PERSONNEL; B) NOMBRE TOTAL D'HEURES DE TRAVAIL SUPPLÉMENTAIRES RÉALISÉES PAR LE PERSONNEL ET RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES (ARGENT, VACANCES, ETC.); C) NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL.

CONGÉS DE MALADIE										VACANCES (JOURS)										TEMPS SUPPLÉMENTAIRE (HEURES)											
															RÉALISÉES					PAYÉES					COMPENSÉES						
Cadres	Prof.	Fonct.	Ouvr.		Cadres	Prof.	Fonct.	Ouvr.		Prof.	Fonct.	Ouvr.		Prof.	Fonct.	Ouvr.		Prof.	Fonct.	Ouvr.		Prof.	Fonct.	Ouvr.							
AVRIL	15.5	10			3	15	5.5			83.99	156.5			25.16	59.75			58.83				96.75									
MAI	12	18.5			2	12	25.5			53.5	36.5			16.75	35.25			36.75				1.25									
JUIN	0.5	25	9		5	21.5	25.5			94.5	85.41			37.75	33.66			56.75				51.75									
JUILLET	22.5	4.5			16	162.5	142			26				5				21													
AOÛT	5	10			35.5	212	95			55	24.75			19	24.75			36													
SEPTEMBRE	5	19				26	3			42.5	22.5			20.75	21.25			21.75				1.25									
OCTOBRE	11.5	27.5			2	5	12			45	78.24			25.5	76.76			19.5				1.48									
NOVEMBRE	20	26			3.5	4	1			52.74	34.5			33.83	34.5			18.91													
DÉCEMBRE	17	27.5			8	34.5	28			20.5	146.5			6	114.65			14.5				31.85									
JANVIER	36	33			9	20.5	13			57.75	29.75			41	19.25			16.75				10.5									
FÉVRIER	30	14.5				2	3			53.47	18.25				11.5			53.47				6.75									
MARS	21	2				4																									
TOTAL	1	220.5	201.5		84	519	353.5			584.95	632.9			230.74	431.32			354.21				201.58									

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

12. ÉVOLUTION DES EFFECTIFS RÉGULIERS PAR CATÉGORIES D'EMPLOI (CADRES SUPÉRIEURS ET INTERMÉDIAIRES, PROFESSIONNELS, TECHNICIENS, PERSONNEL DE BUREAU, OUVRIERS ET AGENTS DE LA PAIX) ET PAR LEUR TERRITOIRE HABITUEL DE TRAVAIL.

Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour chacun des exercices budgétaires depuis 2000-2001 :

- a) évolution des effectifs réguliers par catégories d'emploi (cadres supérieurs et intermédiaires, professionnels, techniciens, personnel de bureau, ouvriers et agents de la paix) et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- b) évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir;
- c) nombre d'employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie;
- d) nombre de postes par catégories d'emploi et par leur territoire habituel de travail (centre principal de direction et chacune des régions);
- e) niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emploi pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires;
- f) nombre de départs à la retraite anticipés pour les cinq prochaines années.

QUESTION 12	2001-2002		
	Québec	Montréal	TOTAL
	La réponse sera transmise par le Conseil du trésor.		

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

13. LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES LOUÉS DE LA SIQ.

La liste des baux pour les espaces loués de la SIQ en indiquant pour chacun d'eux :

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisés en 2002-2003, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail.

La réponse sera transmise par le Conseil du trésor

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

14. MISE À PART LA SIQ, LA LISTE DES FIRMES QUI LOUENT DES ESPACES.

Mise à part la SIQ, la liste des firmes en 2002-2003, qui louent des espaces en indiquant pour chacune d'elles :

- l'emplacement de la location;
- la superficie du local loué;
- la superficie réellement occupée;
- la superficie inoccupée;
- le coût de location au mètre carré;
- le coût total de ladite location;
- les coûts d'aménagement réalisés en 2002-2003, la nature des travaux et le ou les bureaux visés;
- la durée du bail;
- le propriétaire et/ou le nom de la firme.

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

15 A) LISTE DU PERSONNEL DU CABINET DU MINISTRE.

La liste du personnel du cabinet du ministre au 21 mai 2003 en indiquant pour chaque individu :							
NOM	ENTRÉE EN FONCTION	DATE DE DÉPART	TITRE DE FONCTION	PORT D'ATTACHE	CLASSIFICATION	INDEMNITÉ DE DÉPART	MEMBRE DE LA FONCTION PUBLIQUE
S/O							

15 B) MONTANT DÉTAILLÉ DES SALAIRES, DES HONORAIRES ET DES CONTRATS DONNÉS PAR LE CABINET DEPUIS LE 29 AVRIL 2003.

SALAIRES	HONORAIRES	CONTRATS	TOTAL
			S/O

15 C) NOMBRE TOTAL D'EMPLOYÉS AU CABINET DU MINISTRE :

S/O

15 D) LE NOM DES EMPLOYÉS BÉNÉFICIAIRE D'UN TRAITEMENT SUPÉRIEUR À CELUI NORMALEMENT PRÉVU POUR LA FONCTION OCCUPÉE.

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

16. BUDGET DISCRÉTIONNAIRE.

[illegible]

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

**17. VENTILATION DÉTAILLÉE DES DÉPENSES AFFÉRENTES AUX
TRANSFERTS OBTENUS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL EN 2002-2003.**

La ventilation détaillée des dépenses afférentes aux transferts obtenus du gouvernement fédéral (préciser le montant reçu) en 2002-2003 pour chacun de ces programmes ou des fonds, description sommaire du mode de subvention et les prévisions pour les exercices financiers 2003-2004, 2004-2005 et 2005-2006;

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

18. LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIES D'EMPLOI.

Liste du personnel en disponibilité par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) en indiquant :

- le poste initial;
- le salaire;
- le poste actuel, s'il y a lieu;
- la date de la mise en disponibilité;
- la prévision 2003-2004 et 2004-2005.

La réponse sera transmise par le Conseil du trésor.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

19. LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE PAR CATÉGORIES D'EMPLOI RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CET ORGANISME.

Liste du personnel hors structure par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) rémunéré par le ministère ou l'organisme qui n'occupe aucun poste dans ce ministère ou cet organisme :

- nom de la personne;
- poste occupé;
- salaire;
- assignation initiale;
- date de l'assignation hors structure;
- date de la fin de l'assignation, s'il y a lieu.

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

20. LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET AFFECTÉ À DES ORGANISMES PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES.

Liste du personnel rémunéré par le ministère ou l'organisme et affecté à des organismes parapublics non gouvernementaux et autres :

- assignation initiale;
- assignation actuelle;
- salaire;
- date de la fin de l'assignation s'il y a lieu.

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

21. LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR DES ORGANISMES PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET AUTRES ET AFFECTÉ AU MINISTÈRE OU À L'ORGANISME.

Liste du personnel rémunéré par des organismes parapublics non gouvernementaux et autres et affecté au ministère ou à l'organisme :

- assignation initiale;
- assignation actuelle;
- salaire;
- date de la fin de l'assignation s'il y a lieu.

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

22. LISTE DU PERSONNEL PAR CATÉGORIES D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES) RECEVANT UNE DOUBLE RÉMUNÉRATION.

Liste du personnel par catégories d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires) qui reçoit une double rémunération, soit celle rattachée à leur fonction et un revenu d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation, soit les commissions scolaires, les cégeps, les établissements universitaires, les régies régionales de la santé et les établissements hospitaliers, en indiquant :

- le salaire de la personne;
- le montant reçu du régime de retraite.

Non applicable

Les informations demandées constituent des renseignements confidentiels au sens de la *Loi sur l'accès à l'information*.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

23. LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE.

Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée).				
Matériel	Modèle	Année d'acquisition	Nombre	Coût
Ordinateurs	Mycomp	1997	3	
Ordinateurs	IBM 300 XL	1997	9	
Ordinateurs portatifs	IBM Thinkpad	1997	3	
Interfaces	Interfaces	1997	2	
Carte réseau	Carte réseau Xircom	1997	1	
Licences	Logiciel Intranet Ware	1997	30	
Licences	Logiciel Manage Wise	1997	30	
Licences	Logiciel Groupe Wise	1997	30	
Ordinateurs	IBM 300GL	1998	9	
Ordinateurs	IC011 266	1998	4	
Tape back up	Tape back up Dat 8	1998	1	
UPS	UPS Oneac 600	1998	1	
Tape back up	Tape back up Dat 4	1998	1	
UPS	UPS Oneac 400	1998	1	
Carte	SDLC EICON P92 PCI	1998	1	
Scanner	AGFA Sanpscan	1998	1	
Modem externe	GVC 56K	1998	1	
Divers logiciels		1998		
Licences	Office Pro 97	1998	16	
Ordinateurs	Seanix TCO11 333	1999	5	
Imprimante	Lexmark E+	1999	1	
Serveur	Compaq Proliant 1600	1999	1	
Module pour imprimante	Lexmark Optra S	1999	1	
Mémoire pour imprimante laser	11 P HP	1999	1	
Projecteur	Data/vidéo Sony	1999	1	
Ordinateur portable	Toshiba Tecra 8000	1999	1	
Ordinateurs	Seanix TCO BX-350	1999	1	
Hub	Stockable Hub Express 220T	1999	1	
Ordinateur portable	Toshiba satellite	2000	1	

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

23. LISTE DÉTAILLÉE DU MATÉRIEL INFORMATIQUE.

Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, la liste détaillée du matériel informatique (année d'acquisition, modèle et la somme dépensée).				
Matériel	Modèle	Année d'acquisition	Nombre	Coût
Projecteur data/vidéo	Sony VPLCS1	2000	1	
Commutateur	Commutateur Intel 24 ports	2000	1	
Ordinateur portable	Toshiba satellite	2000	1	
Logiciel	Folio Builder 4.22	2000	1	
Projecteur data/vidéo	Sony VPLCS1	2000	1	
Logiciel	Gestion virtuelle centre d'archive	2000	1	
Licence	Licence Filemaker Pro Unlimited	2000	1	
Ordinateur	Intel P111800 133mhz	2001	1	
Ordinateur	Intel Celeron 700mhz	2001	1	
Backup	Backup HP Surestore DAT401	2001	1	
Ordinateurs	PCProsys	2001	8	
Ordinateurs	PC Prosys	2001	7	
Imprimante	Lexmark Optra	2001	1	
Arc serveur 2000	Advance Edition	2001	1	
Imprimante	Lexmark T522TN	2001	1	
Licence	File Maker Pro 5.5	2001	10	
Carte	SCSI Adaptec 2100 S + câble	2001	1	
Licences	Ghost Corp. 7.5	2002	72	923 \$
Licences	Antivirus 8.5	2002	14	1 210 \$
Licences	Antivirus M.A.J.	2002	61	1 525 \$
Licence	Exchange Server	2002	1	682 \$
Licences	Office XP pro fr.	2002	4	1 773 \$
Licences	Client Exchange	2002	16	1 024 \$
Licences	Agent Arcserve	2002	3	500 \$
Licences	Dreamweaver fr.	2002	2	1 167 \$
Imprimante	Lexmark 750DN	2002	1	3 949 \$
Moniteurs	LG 17 po	2002	51	10 470 \$
Ordinateurs	Prosys	2002	3	4 500 \$
Ordinateurs	Dell portable	2002	3	8 585 \$
Serveur	Upgrade	2002	1	1 643 \$
			TOTAL :	37 951 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

**24. ÉVOLUTION DE LA MASSE SALARIALE DE CHAQUE CABINET
MINISTÉRIEL DEPUIS 1989 JUSQU'AU 21 MAI 2003.**

Évolution de la masse salariale de chaque cabinet ministériel depuis 1989 jusqu'au 21 mai 2003.	
La réponse sera transmise par le Conseil du trésor.	

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

25. LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS DE L'ORGANISME ET LE COÛT.

Liste de tous les abonnements de l'organisme et le coût :	
- livres;	
- journaux;	
- magazines;	
- bulletins électroniques et/ou papiers;	
- clubs privés ou autres;	
- billets de saison;	
- etc.	
Bulletin CPQ (Conseil du patronat du Québec	75 \$
Éthique publique	50 \$
Gazette officielle	166 \$
La Presse ltée	135 \$
Le Devoir	143 \$
Le Soleil	133 \$
Lois du travail (3 copies)	135 \$
Maintenance antivirus Entreprise Édition Corporate	1 525 \$
Recueil des politiques de gestion (RPG)	295 \$
Service de repérage d'information gouvernementale	1 000 \$
Revue Relations industrielles	70 \$
Agenda	40 \$
Répertoire communications et communicateurs	65 \$
Info Presse	89 \$
Société canadienne des auteurs, compositeurs et éditeurs de musique (SOCAN)	94 \$
Accès à l'information	74 \$
Accès à l'information et la protection des renseignements personnels	56 \$
Accès à l'information et la protection des renseignements personnels	152 \$
Accès à l'information express	125 \$
Charte canadienne des droits et libertés	99 \$
Code civil (2 copies)	90 \$
Code de procédure civile (2 copies)	90 \$
Formulaire de procédure civile	68 \$
Lois du travail (2 copies)	90 \$
Lois et règlements du Québec (CD, 2 ^e édition)	255 \$
Lois refondues	606 \$
Répertoire électronique de jurisprudence du Barreau	160 \$
Tribunaux administratifs du Québec – Envoi # 1	74 \$
Total :	5954 \$

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

26. SITE INTERNET.

Pour chaque site Internet (incluant ceux des événements ponctuels), et ce, depuis l'existence du site :	
<ul style="list-style-type: none">- le nom de la firme ou des personnes qui ont conçu le site;- les coûts de construction du site;- le coût de l'entretien et de la mise à jour;- qui est responsable du contenu sur le site;- qui est autorisé à faire des modifications sur le site;- quelle est la fréquence moyenne de mise à jour;- le nombre de visiteurs (hits) par mois;- combien de fois le site a-t-il été refait? quel a été le coût? quels sont les critères qui ont justifié les changements?	
Conception	Octobre 1997
Firme	Global Internet
Coût de construction et d'entretien	2 930 \$
Fréquence des mises à jour	hebdomadaire (ou au besoin)
Responsable du contenu	Johanne Tremblay, responsable des communications
Visiteurs par mois	3 575
Réfection totale du site	En cours de réalisation
	Le site a été refait une (1) fois :
	Firme : Néomédia
	Coûts : 2001-2002 : 12 410 \$ 2002-2003 : 8 839 \$ TOTAL : 21 249 \$
	Échéance : Juin 2003
	Critères justifiant le changement : <ul style="list-style-type: none">- nouveaux besoins des clientèles- Simplification des mises à jour- Meilleur repérage des informations

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

27. PROGRAMMES SPÉCIFIQUES OFFERTS AUX JEUNES (15-35 ANS), LE NOMBRE DE PARTICIPANTS, LE COÛT DE LA MESURE, DU SERVICE OU DU PROGRAMME.

Quels sont les programmes spécifiques qui sont offerts aux jeunes (15-35 ans), le nombre de participants ainsi que le coût de la mesure, du service ou du programme?

Le Secrétariat à la jeunesse fournira l'information.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

28. LORS DE MISSION À L'ÉTRANGER.

Pour chacun des ministères ou organismes publics ou parapublics, lors de mission à l'étranger :

- la liste des ententes signées et/ou annoncées;
- les détails de ces ententes;
- les résultats obtenus à ce jour.

La réponse sera transmise par le ministère des Relations internationales.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

29. ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX RELATIFS À L'ÉQUITÉ SALARIALE.

Pour chacun des ministères ou organismes publics et parapublics, état d'avancement des travaux relatifs à l'équité salariale.

La réponse sera transmise par le Conseil du trésor.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

30. DÉPENSES EFFECTUÉES EN 2002-2003 PAR LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME DANS LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION.

Dépenses effectuées en 2002-2003 par chaque ministère et chaque organisme dans les technologies de l'information :

- a) téléphonie;**
- b) matériel informatique;**
- c) logiciels;**
- d) programmation;**
- e) formation.**

- | | | | |
|---------------------------------|----------|---------------------------|---------------------------|
| a) Téléphonie | : | aucune acquisition | |
| b) Matériel informatique | : | 29 147 \$ | (Voir question 27) |
| c) Logiciels | : | 8 804 \$ | (voir question 27) |
| d) Programmation | : | 9 240 \$ | |
| e) Formation | : | 2 884 \$ | |

ÉTUDE DES CRÉDITS

2003-2004

Demande de renseignements particuliers



COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS

TABLE DES MATIÈRES

1.	Mandats donnés à la SIQ pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous contrats en 2002-2003.....	1
2.	Prévisions budgétaires pour l'année en cours et compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère du Travail et pour tous les organismes sous la juridiction du ministre du Travail.....	2
3.	Copie à jour de la liste de classement de tous les documents disponibles au ministère du Travail tel que prescrit par la <i>Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels</i>	3
4.	États de situation du suivi donné aux engagements contenus dans le Plan Québec-régions en précisant les sommes versées pour 2002-2003 et les prévisions pour 2003-2004.....	4
5.	Liste des dépenses de fonctionnement de la Commission par année depuis sa création.....	5
6.	État de réalisation et des travaux en cours.....	6
7.	Copie des contrats ou des mandats confiés à d'autres organismes, entreprises privées ou particuliers.....	9
8.	Depuis la création de la Commission, sommes investies en publicité, ventilation par année et par type de médias.....	10
9.	Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant l'état d'avancement des travaux des entreprises privées et des secteurs publics et parapublics visant à se conformer à la <i>Loi sur l'équité salariale</i>	11
10.	Liste des entreprises qui ont déposé un rapport et nombre de décisions rendues par la Commission à ce jour et nature des décisions.....	12
11.	Nombre de programmes approuvés par la Commission.....	13
12.	Nombre d'autorisations données à des employeurs d'établir un programme distinct applicable à un ou plusieurs établissements si des disparités régionales le justifient.....	14
13.	Nombre de demandes d'assistance d'entreprises ou de personnes concernant leur démarche d'équité salariale.....	15
14.	Nombre de plaintes déposées à la Commission en vertu de la <i>Loi sur l'équité salariale</i> et aperçu des plaintes et état d'avancement de celles-ci.....	16
15.	Nombre d'amendes données par la Commission en vertu du chap. VIII de la <i>Loi sur l'équité salariale</i> , ventilation par montant des amendes, types d'infraction, secteur d'activités des employeurs.....	17
16.	Effectifs de la Commission (total, femmes, personnes handicapées, membres de communautés culturelles, autochtones, anglophones).....	18

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

1. MANDATS DONNÉS À LA SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE DU QUÉBEC POUR LA LOCATION, L'ACHAT, L'AMÉNAGEMENT, LA DÉCORATION ET LES TRAVAUX DIVERS EN RÉGIE ET/OU PAR SOUS-CONTRATS EN 2002-2003

Mandats donnés à la Société immobilière du Québec pour la location, l'achat, l'aménagement, la décoration et les travaux divers en régie et/ou par sous-contrats en 2002-2003.

Réaménagement des espaces au 200 chemin Ste-Foy, à Québec pour augmenter la superficie locative de 580m².

Cession d'un espace de 342 m², situé au 150 René-Lévesque.

L'augmentation locative totale au 200, Chemin Ste-Foy, Québec, est de 238 m².

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

2. PRÉVISIONS BUDGÉTAIRES POUR L'ANNÉE EN COURS ET COMPRESSIONS DEMANDÉES PAR LE CONSEIL DU TRÉSOR POUR LE MINISTÈRE DU TRAVAIL ET POUR TOUS LES ORGANISMES SOUS LA JURIDICTION DU MINISTRE DU TRAVAIL.

Prévisions budgétaires pour l'année en cours et compressions demandées par le Conseil du trésor pour le ministère du Travail et pour tous les organismes sous la juridiction du ministre du Travail.

VOIR LE CAHIER EXPLICATIF DES CRÉDITS DU PORTEFEUILLE DU TRAVAIL.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

3. COPIE À JOUR DE LA LISTE DE CLASSEMENT DE TOUS LES DOCUMENTS DISPONIBLES AU MINISTÈRE DU TRAVAIL (ET AU SEIN DES ORGANISMES SOUS LA JURIDICTION DU MINISTRE DU TRAVAIL) TEL QUE PRESCRIT PAR LA *LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS*.

Copie à jour de la liste de classement de tous les documents disponibles au ministère du Travail (et au sein des organismes sous la juridiction du ministre du Travail) tel que prescrit par la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*.

CONFORMÉMENT À LA « *LOI SUR L'ACCÈS AUX DOCUMENTS DES ORGANISMES PUBLICS ET SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS* » LA LISTE DES CLASSEMENT DES MINISTÈRES ET ORGANISMES N'EST DISPONIBLE QUE PAR CONSULTATION SUR PLACE.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

4. ÉTATS DE SITUATION DU SUIVI DONNÉ AUX ENGAGEMENTS CONTENUS DANS LE PLAN QUÉBEC-RÉGIONS EN PRÉCISANT LES SOMMES VERSÉES POUR 2002-2003 ET LES PRÉVISIONS POUR 2003-2004.

États de situation du suivi donné aux engagements contenus dans le plan Québec-Régions en précisant les sommes versées pour 2002-2003 et les prévisions pour 2003-2004.

S/O

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

5. LISTE DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION PAR ANNÉE DEPUIS SA CRÉATION.

Liste des dépenses de fonctionnement de la Commission par année depuis sa création.				
EXERCICE	TRAITEMENTS	AUTRES DÉPENSES*	DÉPENSES TOTALES	IMMOBILISATIONS
1997-1998	768 200\$	707 000\$	1 475 200\$	
1998-1999	1 719 314\$	884 630\$	2 603 944\$	
1999-2000	2 522 234\$	928 778\$	3 451 012\$*	13 258\$
2000-2001	2 747 660\$	1 305 361\$	4 053 021\$*	197 741\$
2001-2002	2 860 921\$	2 324 771\$	5 185 692\$*	69 974\$
2002-2003	3 201 141\$	1 879 853\$	5 080 994\$*	20 290\$
TOTAL	13 819 470\$	8 030 393\$	21 849 863\$	301 263\$
* inclus les dépenses d'amortissement				

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

6. ÉTAT DE RÉALISATION ET DES TRAVAUX EN COURS.

6) État de réalisation et des travaux en cours

Activités relatives au Secrétariat de la Commission

- Coordination, soutien et suivi de treize séances de la Commission;
- Traitement de la correspondance courante adressée à la Commission;
- Tenue et suivi de trois rencontres du Comité de consultation sur la loi (article 94 (1));
- Traitement de 33 demandes d'accès à l'information.

Activités d'ordre législatif ou réglementaire

Travaux en cours

- Des travaux sont en cours concernant un pouvoir réglementaire de la Commission de l'équité salariale prévus à l'article 114 de la loi et portant plus particulièrement sur un projet de règlement relatif aux entreprises où il n'y a pas de comparateur masculin.

Travaux réalisés

- Contribution à la préparation d'un rapport pour le Ministre portant sur la mise en œuvre de l'équité salariale dans les entreprises de 10 à 49 personnes salariées et sur l'opportunité de modifier la *Loi sur l'équité salariale* à cet égard. Ce rapport contenait onze (11) propositions de modifications législatives qui n'ont pas été retenues.

Activités relatives aux communications

- Poursuite de la diffusion de documents visant à expliquer et à préciser divers aspects de la *Loi sur l'équité salariale* et la mise en œuvre;
- Rédaction, publication et diffusion de nouveaux documents :
 - *Comment lire l'affichage*
 - *Rapport annuel de gestion 2001-2002*
 - *Rapport du Ministre du Travail sur la mise en œuvre de la Loi sur l'équité salariale dans les entreprises de 10 à 49 personnes salariées*
- Poursuite des activités du Service de renseignements téléphoniques (8 491 demandes);
- Publicités :
 - *Publicité dans 2 numéros de la Gazette des femmes*
 - *Placement dans le cahier soulignant le 30e anniversaire du Conseil du statut de la femme inséré dans tous les quotidiens du groupe GESCA à l'occasion du 8 mars*
 - *Publicité dans Le Devoir*
- Participation à titre d'exposant à 3 salons ou expositions;
- Relations de presse entourant la tenue du Forum sur l'équité salariale organisé par la Commission en juin;

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

6. ÉTAT DE RÉALISATION ET DES TRAVAUX EN COURS.

6) État de réalisation et des travaux en cours (suite)

Activités relatives aux communications (suite)

- Tenue d'une conférence de presse et relations de presse à l'occasion du dépôt du Rapport sur la mise en œuvre de la *Loi sur l'équité salariale* dans les entreprises de 10 à 49 personnes salariées, le 21 novembre 2002;
- Envoi de 3 lettres à plus de 50 000 entreprises afin de les inciter à réaliser leur exercice d'équité salariale.
- Poursuite du développement du site internet de la Commission.

Activités d'ordre administratif

Ressources financières et matérielles

- Préparation des prévisions budgétaires annuelles;
- Modification du suivi budgétaire dans le but d'améliorer la reddition de comptes;
- Poursuite des activités budgétaires, comptables et financières;
- Élaboration et mise à jour de politiques, de procédures et d'outils de soutien administratif et application des règles administratives internes et gouvernementales;
- Acquisition et installation des équipements requis pour le nouveau personnel de la Commission;
- Déménagement et aménagement des locaux à Québec.

Ressources humaines

- Modifications apportées au programme de développement des ressources humaines mettant l'accent sur les besoins de l'organisation et ce, en fonction des ressources disponibles;
- Organisation d'activités de formation;
- Organisation d'activités visant à gérer le changement;
- Développement d'outils de suivi de gestion des effectifs;
- Révision des outils de gestion du personnel (descriptions d'emplois, attentes significatives et évaluation du rendement) et service-conseil pour la mise à jour de chaque fonction;
- Développement d'un plan de relève des ressources humaines, incluant la construction de deux listes de déclaration d'aptitudes (5 ans et 10 ans d'expérience);
- Développement d'un nouveau programme d'accueil des nouveaux employés et employées à la Commission;
- Réorganisation administrative entraînant la dotation (par affectation, mutation ou recrutement) de près de 35% des effectifs;
- Mise à jour du plan des mesures d'urgence;
- Travaux reliés à l'équité salariale pour notre personnel;
- Service-conseil en relation du travail, en collaboration avec la Direction des ressources humaines du ministère du Travail.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

6. ÉTAT DE RÉALISATION ET DES TRAVAUX EN COURS.

6) État de réalisation et des travaux en cours (suite)

Activités d'ordre administratif (suite)

Ressources informatiques

- Refonte du cadre de gestion des ressources informationnelles incluant notamment :
 - Une politique de sécurité informatique (réseau et des locaux);
 - Les attentes envers les usagers à l'égard de la sécurité;
 - Un plan de relève en cas de sinistre;
 - Une gestion structurée du parc informatique, avec une estimation annuelle des coûts;
 - Un « audit » des accès internet et de sécurité;
- Production d'un Plan de gestion des ressources informationnelles;
- Implantation d'un Terminal Server pour les échanges sécurisés Québec-Montréal;
- Migration Windows 2000, Office 2000, Internet Explorer et Outlook 2002 complétée;
- Tenue d'un inventaire des logiciels et du parc informatique.

Autres

- Poursuite des travaux reliés à la modernisation de la fonction publique;
- Prise en charge des travaux reliés à la révision de la planification stratégique de la Commission:
 - Révision des paramètres stratégiques (axes, objectifs et indicateurs);
 - Étalonnage (« Benchmarking ») auprès d'autres organisations publiques dont la mission se rapproche de la nôtre;
 - Révision de l'organisation du travail et travaux préliminaires pour développer une nouvelle architecture globale visant à soutenir les activités de l'ensemble des unités administratives de la Commission;
 - Travaux en cours pour l'étude d'orientation pour le système de suivi des dossiers.
- Mise en place de nouvelles heures d'ouverture des bureaux, soit de 8h30 à 17h, pour les services à la clientèle.

Activités reliées aux services conseils, formation et recherche

- Intégration des activités du Bureau de conseils et de formation en équité salariale du ministère du Travail à la fin de septembre 2002.
- Production du *Rapport du Ministre du Travail sur la mise en œuvre de la Loi sur l'équité salariale dans les entreprises de 10 – 49 personnes salariées* :
 - Activités de consultation :
 - Tenue d'un Forum sur l'équité salariale;
 - Tenue d'audiences des partenaires
 - Sondages sur le degré d'avancement des travaux;
 - Groupes de discussion sur le degré d'avancement des travaux et les volets qualitatifs du rapport;
 - Travaux de recherche pour documenter le rapport (ex. : les entreprises sans comparateur masculin);
 - Rédaction du rapport;

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

6. ÉTAT DE RÉALISATION ET DES TRAVAUX EN COURS.

6) État de réalisation et des travaux en cours (suite)

Activités reliées aux services conseils, formation et recherche (suite)

- Participation aux travaux de la Commission parlementaire (Commission de l'Économie et du Travail) des 11 et 12 février 2003;
- Développement de nouveaux contenus de formation;
- Préparation des dossiers nécessaires à l'adoption d'orientations de la CÉS;
- Développement de l'expertise de la Commission;
- Services à la clientèle :
 - Formation : 724 personnes présentes
 - Assistance spécialisée : 528 demandes

Activités Reliées à l'analyse, à la vérification et aux enquêtes

- Analyse des demandes de programmes distincts
- Traitement des plaintes, des différends par le biais :
 - De modes alternatifs de règlement des dossiers (ex : conciliation)
 - Des enquêtes (le nombre de dossiers et leur état d'avancement est disponible à la Question # 14 des Renseignements particuliers de la présente étude des crédits)
- Mise en oeuvre d'un programme de vérification
- Travaux pour s'assurer de l'application des décisions de la Commission
- Début des travaux relatifs à la refonte des outils de travail pour les enquêteurs et enquêtrices
- Efforts importants investis dans le développement des compétences dans les stratégies d'enquêtes et la tenue d'entrevues
- Gestion reliée à l'arrivée de nouvelles personnes (plus de 50% du personnel à la DAVE)

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

7. COPIE DES CONTRATS OU DES MANDATS CONFIÉS À D'AUTRES ORGANISMES, ENTREPRISES PRIVÉES OU PARTICULIERS.

Copie des contrats ou des mandats confiés à d'autres organismes, entreprises privées ou particuliers.

Ces renseignements ont déjà été fournis en réponse à la question 8 des renseignements généraux pour les contrats de moins de 25 000\$.

Concernant les renseignements sur les contrats de plus de 25 000\$, ils ont déjà été fournis à l'Assemblée nationale.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

8. DEPUIS LA CRÉATION DE LA COMMISSION, SOMMES INVESTIES EN PUBLICITÉ, VENTILATION PAR ANNÉE ET PAR TYPE DE MÉDIAS.

[illegible]

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

9. COPIE DES ÉTUDES, ANALYSES, RECHERCHES, SONDAGES, SCÉNARIOS OU PROJECTIONS CONCERNANT L'ÉTAT D'AVANCEMENT DES TRAVAUX DES ENTREPRISES PRIVÉES ET DES SECTEURS PUBLICS ET PARAPUBLICS VISANT À SE CONFORMER À LA *LOI SUR L'ÉQUITÉ SALARIALE*.

Copie des études, analyses, recherches, sondages, scénarios ou projections concernant l'état d'avancement des travaux des entreprises privées et des secteurs publics et parapublics visant à se conformer à la *Loi sur l'équité salariale*.

État d'avancement des travaux des entreprises privées

Un sondage auprès de 3 899 entreprises de 10 à 49 personnes salariées révélait en 2002 que 39% des entreprises sondées avaient terminé leur démarche d'équité salariale. De plus, toujours selon le sondage effectué pour la Commission de l'équité salariale, des démarches d'équité salariale auraient été en cours dans 8% des entreprises. Ainsi, près d'une entreprise de 10 à 49 personnes salariées sur deux aurait terminé ou entrepris ses travaux d'équité salariale.

Pour plus d'informations, consulter la section 3 du *Rapport du ministre du Travail sur la mise en œuvre de la Loi sur l'équité salariale dans les entreprises de 10 à 49 personnes salariées*.

État d'avancement des travaux dans le secteur public

Se prévalant du chapitre IX de la *Loi sur l'équité salariale*, le Conseil du trésor a déposé le 20 novembre 1998 un rapport visant deux programmes.

Le premier vise le personnel d'encadrement. La décision de la CÉS du 20 décembre 2000 détermine que ce programme ne remplit pas les conditions exigées par le chapitre IX de la Loi. Le Conseil du trésor doit donc réaliser un exercice d'équité salariale conformément au régime général de la Loi pour ce personnel.

Le second programme concerne le personnel syndiqué et syndicable de la fonction publique.

- Décision du 20 décembre 2002

Le programme ne remplit pas les conditions du chapitre IX : trois correctifs sont demandés afin que le mode d'estimation des écarts soit exempt de discrimination.

- Correctif soumis par le Secrétariat du conseil du trésor le 21 novembre 2001

- Décision de la CÉS du 3 avril 2002

Approuve les correctifs proposés donc le programme remplit les conditions du chapitre IX

Dans cette décision, la CÉS avise le Conseil du trésor qu'il devra verser les ajustements salariaux dus rétroactivement au 21 novembre 2001 et qu'il doit maintenir l'équité salariale.

Le Conseil du trésor applique cette décision. Les ajustements salariaux ont été déterminés et le paiement des versements débute au plus tard le 29 juin 2003.

Dans le cadre du maintien de l'équité salariale dans cette entreprise, les parties patronale et syndicales se sont entendues pour revoir les outils utilisés lors de l'élaboration du programme soumis en 1998. Cet examen est en cours.

État d'avancement des travaux dans le secteur parapublic

Depuis le 20 juin 2001, à la suite d'une modification apportée à l'article 3 de la *Loi sur l'équité salariale*, la plupart des organismes publics et parapublics sont devenus des employeurs et des entreprises distinctes du Conseil du trésor. En conséquence, ils doivent compléter leur exercice d'équité salariale.

La Commission, après avoir procédé à une consultation auprès des organismes et des syndicats visés par cette modification législative, doit faire connaître sous peu ses orientations dans ce dossier.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

10. LISTE DES ENTREPRISES QUI ONT DÉPOSÉ UN RAPPORT ET NOMBRE DE DÉCISIONS RENDUES PAR LA COMMISSION À CE JOUR ET NATURE DES DÉCISIONS

Liste des entreprises qui ont déposé un rapport et nombre de décisions rendues par la Commission à ce jour et nature des décisions.

La *Loi sur l'équité salariale* ne prévoit pas de dépôt de rapport de la part des entreprises.

Seules les entreprises dont l'exercice d'équité salariale ou de relativité salariale était complété ou en cours avant le 21 novembre 1996 avaient jusqu'au 21 novembre 1998 pour soumettre à la Commission leur rapport faisant état de ce ou des programmes au sein de leur entreprise, conformément au chapitre IX de la *Loi sur l'équité salariale*.

Les informations concernant le nombre et la nature des décisions rendues dans le cadre du chapitre IX sont présentées à la question 11.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

11. NOMBRE DE PROGRAMMES APPROUVÉS PAR LA COMMISSION.

Nombre de programmes approuvés par la Commission.

La *Loi sur l'équité salariale* ne prévoit pas d'approbation par la Commission de l'équité salariale des programmes réalisés au sein des entreprises.

Seules les entreprises dont l'exercice d'équité salariale ou de relativité salariale était complété ou en cours avant le 21 novembre 1996 avaient jusqu'au 21 novembre 1998 pour soumettre à la Commission leur rapport faisant état de ce ou des programmes au sein de leur entreprise, conformément au chapitre IX de la *Loi sur l'équité salariale*.

120 entreprises ont ainsi déposé à la Commission 158 rapports contenant un ou des programmes d'équité salariale ou de relativité salariale réalisés ou en cours avant le 21 novembre 1996.

170 décisions ont été rendues par la Commission et se répartissent actuellement comme suit :

- 149 décisions approuvant un ou des programmes;
- 19 décisions refusant un ou des programmes;
- 1 décision refusant un ou des programmes et proposant des correctifs;
- 1 décision prenant acte du retrait du programme.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

12. NOMBRE D'AUTORISATIONS DONNÉES À DES EMPLOYEURS D'ÉTABLIR UN PROGRAMME DISTINCT APPLICABLE À UN OU PLUSIEURS ÉTABLISSEMENTS SI DES DISPARITÉS RÉGIONALES LE JUSTIFIENT.

Nombre d'autorisations données à des employeurs d'établir un programme distinct applicable à un ou plusieurs établissements si des disparités régionales le justifient.

En 2002-2003, la Commission a pris 9 décisions favorables et 1 décision défavorable pour les demandes de programmes distincts pour disparité régionale.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

13. NOMBRE DE DEMANDES D'ASSISTANCE D'ENTREPRISES OU DE PERSONNES CONCERNANT LEUR DÉMARCHE D'ÉQUITÉ SALARIALE.

Nombre de demandes d'assistance d'entreprises ou de personnes concernant leur démarche d'équité salariale.	
Pour l'année 2002-2003 :	
• Demandes de renseignements de la part d'entreprises (employeurs, conseillers financiers, consultants/avocats)	3 528
• Demandes de documents d'informations :	40 471
• Présences à des sessions d'information et de formation	724
• Demandes d'assistances spécialisées aux entreprises	528
• Conciliations	42
Total :	45 293
Près de 45 000 interventions directes auprès des entreprises du Québec	

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

14. NOMBRE DE PLAINTES DÉPOSÉES À LA COMMISSION, APERÇU ET ÉTAT D'AVANCEMENT.

Nombre de plaintes déposées à la Commission en vertu de la Loi sur l'équité salariale. Aperçu des plaintes et état d'avancement de celles-ci.											
I) Cumul des plaintes et différends reçus à la Commission de l'équité salariale, et leur état d'avancement au 31 mars 2003											
956 plaintes reçues :						134 différends reçus :					
• 139 décisions rendues par la Commission						• 18 décisions rendues par la Commission					
• 8 ententes suite à la démarche de conciliation						• 29 ententes suite à la démarche de conciliation					
• 559 dossiers en processus d'enquête						• 21 dossiers en processus d'enquête					
• 42 dossiers en processus de conciliation						• 30 dossiers en processus de conciliation					
• 50 dossiers en analyse de la recevabilité						• 2 dossiers en analyse de la recevabilité					
• 124 retraits de plainte						• 22 retraits de plainte					
• 34 dossiers fermés						• 12 dossiers fermés					
II) Plaintes et différends reçus au cours de l'exercice 2002-2003, et leur état d'avancement au 31 mars 2003											
240 plaintes reçues :						47 différends reçus :					
• 4 décisions rendues par la Commission						• 2 décisions rendues par la Commission					
• 0 entente suite à la démarche de conciliation						• 9 ententes suite à la démarche de conciliation					
• 139 dossiers en processus d'enquête						• 12 dossiers en processus d'enquête					
• 27 dossiers en processus de conciliation						• 15 dossiers en processus de conciliation					
• 50 dossiers en analyse de la recevabilité						• 2 dossiers en analyse de la recevabilité					
• 17 retraits de plainte						• 4 retraits de plainte					
• 3 dossiers fermés						• 3 dossiers fermés					
III) Analyse sommaire des dossiers de plaintes pour l'exercice 2002-2003											
Provenance des plaintes selon la taille de l'entreprise											
Taille de l'entreprise :		moins de 10		10 à 49		50 à 99		100 et plus		Total	
Plaintes soumises :		5 (2%)		79 (33%)		47 (20%)		109 (45%)		240 (100%)	
Provenance des plaintes selon le plaignant											
Plaintes soumises :	Associations accréditées					Salarié-e-s (syndiqué-e-s ou non)					Total
	85 (35%)					155 (65%)					240 (100%)
Plaintes soumises :	Taille de l'entreprise					Taille de l'entreprise					
	- de 10	10-49	50-99	100 +	Total	- de 10	10-49	50-99	100 +	Total	Total
	0 (0%)	46 (19%)	25 (10%)	14 (6%)	85 (35%)	5 (2%)	33 (14%)	22 (9%)	95 (40%)	155 (65%)	240 (100%)
L'analyse des données disponibles révèle :											
- qu'environ 75% des plaintes soumises à la Commission comportent des allégations à l'effet que l'exercice d'équité salariale n'est pas terminé au sein de l'entreprise; ou que les résultats de la démarche ne sont pas à la satisfaction du plaignant;											
- qu'environ 20% des plaignants allèguent des agissements de mauvaise foi dans la démarche d'équité salariale;											
- qu'environ 3% des plaintes touchent des entreprises qui ont déjà complété l'exercice d'équité mais au sein desquelles il est allégué que l'équité salariale n'est pas maintenue;											
- qu'environ 2% des plaignants allèguent des motifs de représailles.											
IV) Contexte organisationnel											
En raison du volume des plaintes et des différends à traiter, de nouvelles ressources ont été embauchées au début de l'année 2003. L'effectif de la Direction de l'analyse, de la vérification et des enquêtes comprend actuellement quinze enquêteurs(trices) et le Service de la conciliation compte deux conciliateurs(trices). L'ajout de ces ressources favorisera à court terme la mise en place d'une approche proactive auprès des entreprises assujetties à la Loi sur l'équité salariale. La Commission entend également définir au cours des prochains mois des avenues visant à réduire le délai de traitement des dossiers. L'implantation de ces nouvelles méthodes de travail s'insère dans la recherche constante de la Commission d'améliorer la qualité du service à la clientèle.											

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

15. NOMBRE D'AMENDES DONNÉES PAR LA COMMISSION EN VERTU DU CHAP. VIII DE LA LOI SUR L'ÉQUITÉ SALARIALE, VENTILATION PAR MONTANT DES AMENDES, TYPE D'INFRACTION, SECTEUR D'ACTIVITÉS DES EMPLOYEURS.

Nombre d'amendes données par la Commission en vertu du chap. VIII de la *Loi sur l'équité salariale*, ventilation par montant des amendes, type d'infraction, secteur d'activités des employeurs.

Aucune amende n'a été donnée par la Commission.

COMMISSION DE L'ÉQUITÉ SALARIALE

ÉTUDE DES CRÉDITS 2003-2004

RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

16. EFFECTIFS DE LA COMMISSION (TOTAL, FEMMES, PERSONNES HANDICAPÉES, MEMBRES DE COMMUNAUTÉS CULTURELLES, AUTOCHTONES, ANGLOPHONES).

Effectifs de la Commission (total, femmes, personnes handicapées, membres de communautés culturelles, autochtones, anglophones).

TOTAL : 60 personnes

Nombre de femmes : 41

Nombre de personnes handicapées : aucune

Nombre de personnes membres des communautés culturelles : 1

Nombre de personnes autochtones : aucune

Nombre de personnes anglophones : 1